

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Septembre 1990
vol. 10 n° 9

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

September 1990
Vol. 10 No. 9

Canada



Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Septembre 1990
vol. 10 n° 9

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

September 1990
Vol. 10 No. 9



Consommateurs
et Sociétés
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations
et de la Politique législative,
Ministère des Consommateurs
et des Sociétés.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporate Affairs
and Legislative Policy,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massüe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Communiqué <i>Retraite du Surintendant — message</i>	271
Communiqué <i>Walter Clare est nommé Surintendant des faillites</i>	273
Directives <i>N° 15R — Coûts et divulgation relatifs à la réalisation d'actifs pour le compte d'un créancier garanti</i>	274
Législation <i>Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu</i>	276
Analyse de la Loi sur l'examen de l'endettement agricole <i>par Richard King</i>	281
Statistiques — mois de juin 1990	291
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

News Release <i>Retiring Superintendent's Message</i>	271
News Release <i>Walter Clare Appointed Superintendent of Bankruptcy</i>	273
Directives <i>No. 15R — Costs and Disclosure Associated with the Realization by the Trustee of Secured Creditor's Assets</i>	274
Legislation <i>An Act to Amend the Income Tax Act</i>	276
The Farm Debt Review Act: Inside-out <i>by Richard King</i>	281
Statistics — month of June 1990	291
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Notice to Publisher of Change of Address	A-2

COMMUNIQUÉ RETRAITE DU SURINTENDANT — MESSAGE

NEWS RELEASE RETIRING SUPERINTENDENT'S MESSAGE

Je désire informer les syndicats que j'ai remis ma démission comme surintendant des faillites. Elle entrera en vigueur le 3 août.

Au cours des sept dernières années, pendant lesquelles j'ai occupé cette position, j'ai eu le grand plaisir de connaître personnellement et de travailler de très près avec plusieurs d'entre vous. De par ces contacts j'ai acquis un grand respect pour votre profession et pour les syndicats. C'est avec beaucoup de regrets que je quitte à ce moment-ci, mais le temps est venu selon moi, de passer le flambeau en d'autres mains.

Une de mes plus grandes satisfactions aura été de voir se développer entre mon bureau et votre association nationale, le Conseil canadien d'insolvabilité, une grande coopération. J'ai eu personnellement à travailler de très près avec une série de présidents hors-pairs. Ils ont à plusieurs égards rendu l'exercice de mes responsabilités et devoirs facile et enrichissant. Je voudrais ici reconnaître publiquement la dette que j'ai à leur égard.

Durant ces sept années, beaucoup de travail a été accompli, mais il en reste encore énormément à faire. Il me fait grand plaisir de vous informer que le Gouverneur en conseil a choisi le sous-surintendant, M. Wally Clare, pour être le prochain surintendant, à compter du 4 août prochain. Comme vous le savez sûrement, M. Clare a été l'un des principaux agents de changement au sein du Bureau durant ces dernières années : dans ce contexte sa venue comme surintendant ne devrait pas apporter de changements radicaux.

En quittant, j'ai le plaisir de savoir que je laisse en place l'une des meilleures organisations de la Fonction publique canadienne. La force, la qualité et la compétence du Bureau du surintendant viennent de chacun et chacune de ses membres : c'est leur dévouement qui a rendu le Bureau capable de remplir sa mission aussi bien qu'il l'a fait.

I wish to inform Trustees that I have submitted my resignation as Superintendent of Bankruptcy. It will take effect on August 3.

I have had the pleasure during these last seven years, to get to know many of you on a personal basis, to work closely with many of you. Through these contacts, I have developed an ever growing respect for your profession as a whole and for trustees individually. I want you to know that it is with regret that I leave the Office, at this time, but in my judgement, the time has come to pass on the responsibilities to others.

I have had many satisfactions during my time in Office. None however is greater than the good relationship between your professional organization, the Canadian Insolvency Association, and my Office. The collaboration of a series of outstanding Presidents with whom I worked closely throughout my mandate made the performance of my duties a very fulfilling experience. I would like to recognize publicly my debt to them and thank them for their goodwill and cooperation.

Much has been done in these last seven years, but so very much remains to be done. It is with great pleasure that I wish to inform you that the Deputy Superintendent, Mr. Wally Clare, has been chosen by the Governor in Council to be the next Superintendent of Bankruptcy, effective August 4 next. He has been such a dynamic factor in the operations of the Office for the last seven years that trustees will probably not find radical changes as he formally takes charge of the Office.

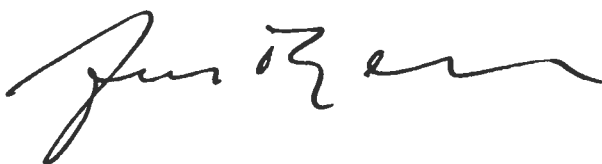
My consolation, as I leave, is to leave behind one of the best organizations in the Public Service of Canada. Its quality and strength comes from every one of the members of the Office. Their dedication is what has made the Office of the Superintendent able of filling its mission as well as it has.

À la grande famille des syndics et à chacun de ses membres, je voudrais dire merci pour la coopération qui m'a été accordée pendant mon mandat, et vous souhaiter bon succès dans toutes vos entreprises.

To the whole trustee community I would like to say thank you for all the cooperation extended to me during my term of office and wish everyone of you all the best for the future.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Pigeon', with a stylized, flowing script.

Yves Pigeon

Ottawa/Hull
10 juillet 1990/July 10, 1990

COMMUNiqué WALTER CLARE EST NOMMÉ SURINTENDANT DES FAILLITES

NEWS RELEASE WALTER CLARE APPOINTED SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY

OTTAWA, le 18 juillet 1990 — Pierre Blais, ministre des Consommateurs et des Sociétés, a annoncé aujourd'hui la nomination de Walter Clare à titre de Surintendant des faillites. Cette nomination entre en vigueur le 4 août 1990.

Le Surintendant des faillites veille à la réglementation du processus d'insolvabilité, à l'octroi de licences aux syndicats, et aux enquêtes sur les faillites afin de repérer d'éventuelles infractions à la *Loi sur la faillite* ou au *Code criminel du Canada*.

Né à Sudbury (Ontario), M. Clare fait ses études à Ottawa. Il entreprend sa carrière à la fonction publique fédérale en 1964. À partir de 1968, M. Clare occupe successivement plusieurs postes administratifs au sein de la Direction des faillites de Consommation et Corporations Canada. Il devient directeur régional des Faillites, de la région du Pacifique en 1975 et, à ce titre, est responsable de la supervision des opérations et des enquêtes sur les faillites en Colombie-Britannique et au Yukon.

En 1978, M. Clare revient à Ottawa à titre de directeur adjoint, Insolvabilité des consommateurs, et coordonne la politique et les activités des Faillites. En décembre 1983, M. Clare est nommé Sous-surintendant des faillites.

M. Clare a également été chargé de cours en gestion et organisation pour la Commission de la fonction publique.

M. Clare succède à Yves Pigeon qui prend sa retraite le 3 août 1990.

OTTAWA, July 18, 1990 — Pierre Blais, Minister of Consumer and Corporate Affairs today announced the appointment of Walter Clare as Superintendent of Bankruptcy. The appointment takes effect August 4, 1990.

The Superintendent of Bankruptcy is responsible for the regulation of the insolvency process, the licensing of trustees in bankruptcy, and the investigation of the conduct of bankrupts for possible offences under the *Bankruptcy Act* or the *Criminal Code of Canada*.

Mr. Clare was born in Sudbury, Ontario and educated in Ottawa. He began his career in the federal Public Service in 1964. Since 1968, Mr. Clare has held a number of administrative positions within the Bankruptcy Branch of Consumer and Corporate Affairs. He became Regional Manager, Bankruptcy, for the Pacific Region in 1975 and, as such, was responsible for the supervision of bankruptcy operations and investigations in British Columbia and the Yukon.

In 1978, Mr. Clare returned to Ottawa as Assistant Director, Consumer Insolvency, with responsibility for the co-ordination of bankruptcy policy and operation. In December 1983, Mr. Clare was appointed Deputy Superintendent of Bankruptcy.

Mr. Clare has also been a lecturer on management and organization for the Public Service Commission.

Mr. Clare succeeds Yves Pigeon who retires on August 3, 1990.

DIRECTIVES

DIRECTIVES

No. 15R

COÛTS ET DIVULGATION RELATIFS À LA RÉALISATION D'ACTIFS POUR LE COMPTE D'UN CRÉANCIER GARANTI

COSTS AND DISCLOSURE ASSOCIATED WITH THE REALIZATION BY THE TRUSTEE OF SECURED CREDITORS' ASSETS

Révisé: le 10 juillet 1990

Revised: July 10, 1990

GÉNÉRALITÉS

1. Un syndic peut, à l'occasion, agir pour le compte d'un créancier garanti pour disposer d'actifs et simultanément agir comme syndic en vertu de la Loi sur la faillite.
2. La présente ne vise pas la disposition de biens partiellement grevés lorsque le syndic rachète la sûreté afin d'assurer une équité pour la masse.

POLITIQUE

3. Lorsqu'un(des) bien(s) est(sont) grevé(s) d'une sûreté et que le syndic agit à la fois comme syndic en vertu de la Loi sur la faillite et comme agent pour le compte d'un créancier garanti afin de réaliser les biens, le syndic doit:
 - a) maintenir au dossier la documentation concernant le rôle et le mandat sous lesquels il(elle) agit pour le compte d'un créancier garanti;
 - b) divulguer sa double fonction aux créanciers à la première assemblée des créanciers ou si le mandat est accepté après la première assemblée, en informer les inspecteurs; et

BACKGROUND

1. A trustee may, from time to time, act on behalf of a secured creditor in disposing of assets while simultaneously carrying out his duties as trustee under the Bankruptcy Act.
2. This Directive is not intended to apply to those cases where the trustee realizes on partially encumbered assets in order to secure an equity for the estate.

POLICY

3. Where an asset(s) is(are) encumbered by a security interest and the trustee acts both as a trustee under the Bankruptcy Act and as an agent for a secured creditor to realize assets, the trustee shall:
 - a) maintain a written record, on file, of the capacity and terms under which s/he operates on behalf of the secured creditor;
 - b) disclose his/her dual functions to the creditors at the first meeting of creditors or if the agency appointment arises after the meeting, to the inspectors; and

c) conserver au dossier une opinion légale indépendante ou une déclaration écrite confirmant la validité des réclamations garanties.

4. Le syndic doit tenir une comptabilité suffisante qui permet d'identifier les coûts et les travaux effectués pour le compte des créanciers garantis.

c) maintain on file an independent legal opinion or a written statement verifying the validity of the security instrument.

4. The trustee must maintain sufficient accounting records to segregate the costs and activities undertaken for the benefit of the secured creditors.

Le surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Pigeon', with a long horizontal flourish extending to the right.

Yves Pigeon

**LEGISLATION
AN ACT TO AMEND
THE INCOME TAX ACT**

**LÉGISLATION
LOI MODIFIANT LA LOI DE
L'IMPÔT SUR LE REVENU**

Second Session, Thirty-fourth Parliament,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

Deuxième session, trente-quatrième législature,
38-39 Elizabeth II, 1989-90

STATUTES OF CANADA 1990

LOIS DU CANADA (1990)

CHAPTER 34

CHAPITRE 34

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

BILL C-51

ASSENTED TO 27th JUNE, 1990

PROJET DE LOI C-51

SANCTIONNÉ LE 27 JUIN 1990

38-39 ELIZABETH II

CHAPTER 34

An Act to amend the Income Tax Act

[Assented to 27th June, 1990]

R.S.C. 1952, c. 148; 1970-71-72, c. 63; 1972, c. 9; 1973-74, cc. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, cc. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95; 1976-77, cc. 4, 10, 54; 1977-78, cc. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, c. 5; 1979, c. 5; 1980-81-82-83, cc. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140; 1984, cc. 1, 19, 31, 45; 1985, c. 45; 1986, cc. 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, cc. 45, 46; 1988, cc. 28, 51, 55, 61, 65

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 224(1) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

Garnishment

“224. (1) Where the Minister has knowledge or suspects that a person is or will be, within 90 days, liable to make a payment to another person who is liable to make a payment under this Act (in this subsection and subsections (1.1) and (3) referred to as the “tax debtor”), the Minister may, by registered letter or by a letter served personally, require that person to pay forthwith, where the moneys are immediately payable, and in any other case, as and when the moneys become

38-39 ELIZABETH II

CHAPITRE 34

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

[Sanctionnée le 27 juin 1990]

Sa Majesté, sur avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

S.R.C. 1952, ch. 148; 1970-71-72, ch. 63; 1972, ch. 9; 1973-74, ch. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, ch. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95; 1976-77, ch. 4, 10, 54; 1977-78, ch. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, ch. 5; 1979, ch. 5; 1980-81-82-83, ch. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140; 1984, ch. 1, 19, 31, 45; 1985, ch. 45; 1986, ch. 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, ch. 45, 46; 1988, ch. 28, 51, 55, 61, 65

1. (1) Le paragraphe 224(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Saisie-arrêt

«224. (1) Dans le cas où le ministre sait ou soupçonne qu'une personne est ou sera, dans les 90 jours, tenue de faire un paiement à une autre personne qui, elle-même, est tenue de faire un paiement en vertu de la présente loi (appelée «débiteur fiscal» au présent paragraphe et aux paragraphes (1.1) et (3)), il peut, par lettre recommandée ou par lettre signifiée à personne, exiger de cette personne que les deniers autrement payables au débiteur fiscal soient en totalité ou en partie versés,

payable, the moneys otherwise payable to the tax debtor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Act."

(2) Paragraph 224(1.2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) to another person (in this subsection referred to as the "tax debtor") who is liable to pay an amount assessed under subsection 227(10.1) or a similar provision, or"

(3) All that portion of subsection 224(1.2) of the said Act following paragraph (b) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"the Minister may, by registered letter or by a letter served personally, require the particular person to pay forthwith, where the moneys are immediately payable, and in any other case, as and when the moneys become payable, the moneys otherwise payable to the tax debtor or the secured creditor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under subsection 227(10.1) or a similar provision, and on receipt of that letter by the particular person, the amount of those moneys that is required by that letter to be paid to the Receiver General shall, notwithstanding any security interest in those moneys, become the property of Her Majesty and shall be paid to the Receiver General in priority to any such security interest."

(4) Any moneys received by the Receiver General pursuant to a letter issued after December 17, 1987 by the Minister of National Revenue under subsection 224(1.2) of the said Act shall be deemed to have been paid to the Receiver General as required under that subsection as if subsection (3) were applicable at the time the letter was issued.

(5) Subsection (4) does not apply in respect of moneys received by the Receiver General where legal proceedings have been

immédiatement si les deniers sont alors payables ou, dans les autres cas, au fur et à mesure qu'ils deviennent payables, au receveur général au titre de l'obligation du débiteur fiscal en vertu de la présente loi.»

(2) L'alinéa 224(1.2)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) soit à un débiteur fiscal, à savoir une personne redevable d'un montant cotisé en application du paragraphe 227(10.1) ou d'une disposition semblable,»

(3) Le passage du paragraphe 224(1.2) de la même loi qui suit l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«le ministre peut, par lettre recommandée ou signifiée à personne, obliger la personne donnée à payer au receveur général tout ou partie de cette somme, sans délai si la somme est payable immédiatement, sinon dès qu'elle devient payable, au titre du montant cotisé en application du paragraphe 227(10.1) ou d'une disposition semblable dont le débiteur fiscal est redevable. Sur réception de la lettre par la personne donnée, la somme qui y est indiquée comme devant être payée devient, nonobstant toute autre garantie au titre de cette somme, la propriété de Sa Majesté et doit être payée au receveur général par priorité sur toute autre garantie au titre de cette somme.»

(4) L'argent reçu par le receveur général aux termes d'une lettre que le ministre du Revenu national a délivrée après le 17 décembre 1987 en application du paragraphe 224(1.2) de la même loi est réputé lui avoir été versé conformément à ce paragraphe comme si le paragraphe (3) de la présente loi s'appliquait au moment de la délivrance de la lettre.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas si une procédure judiciaire en vue du recouvrement de l'argent reçu par le rece-

commenced on or before November 6, 1989 with respect to the recovery of those moneys.

2. (1) Subsections 225.1(1) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“**225.1** (1) Where a taxpayer is liable for the payment of an amount assessed under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount,

(a) commence legal proceedings in a court,

(b) certify the amount under section 223,

(c) require a person to make a payment under subsection 224(1),

(d) require an institution or a person to make a payment under subsection 224(1.1),

(e) require the retention of the amount by way of deduction or set-off under section 224.1,

(f) require a person to turn over moneys under subsection 224.3(1), or

(g) give a notice, issue a certificate or make a direction under subsection 225(1)

before the day that is 90 days after the day of mailing of the notice of assessment.

(2) Where a taxpayer has served a notice of objection under this Act to an assessment of an amount payable under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) before the day that is 90 days after the day on which notice is mailed to the taxpayer that the Minister has confirmed or varied the assessment.

(3) Where a taxpayer has appealed from an assessment of an amount payable under this Act to the Tax Court of Canada, the Minister shall not, for the

veur général a été engagée au plus tard le 6 novembre 1989.

2. (1) Les paragraphes 225.1(1) à (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«**225.1** (1) Dans le cas où un contribuable est redevable du montant d'une cotisation établie en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer le montant impayé, ne peut, avant le 90^e jour suivant la date de mise à la poste de l'avis de cotisation :

a) entamer une poursuite devant un tribunal;

b) attester le montant, conformément à l'article 223;

c) obliger une personne à faire un paiement, conformément au paragraphe 224(1);

d) obliger une institution ou une personne visée au paragraphe 224(1.1) à faire un paiement, conformément à ce paragraphe;

e) exiger la retenue du montant par déduction ou compensation, conformément à l'article 224.1;

f) obliger une personne à remettre des deniers, conformément au paragraphe 224.3(1);

g) donner un avis, délivrer un certificat ou donner un ordre, conformément au paragraphe 225(1).

(2) Dans le cas où un contribuable signifie en vertu de la présente loi un avis d'opposition à une cotisation pour un montant payable en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g) avant le 90^e jour suivant la date de mise à la poste d'un avis au contribuable où il confirme ou modifie la cotisation.

(3) Dans le cas où un contribuable en appelle d'une cotisation pour un montant payable en vertu de la présente loi, auprès de la Cour canadienne de l'impôt, le minis-

Collection
restrictions

Restrictions au
recouvrement

Idem

Idem

Idem

Idem

purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) before the day of mailing of a copy of the decision of the Court to the taxpayer or the day on which the taxpayer discontinues the appeal, whichever is the earlier.

Idem

(4) Where a taxpayer has agreed under subsection 173(1) that a question should be determined by the Tax Court of Canada, or where a taxpayer is served with a copy of an application made under subsection 174(1) to that Court for the determination of a question, the Minister shall not take any of the actions described in paragraphs (1)(a) to (g) for the purpose of collecting that part of an amount assessed, the liability for payment of which will be affected by the determination of the question, before the day on which the question is determined by the court."

(2) Section 225.1 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Limitation on collection restrictions

"(6) Subsections (1) to (4) do not apply with respect to

- (a) an amount payable under Part VIII;
- (b) an amount deducted or withheld, and required to be remitted or paid, under this Act or a regulation made under this Act;
- (c) an amount of tax required to be paid under section 116 or a regulation made under subsection 215(4) but not so paid;
- (d) the amount of any penalty payable for failure to remit or pay an amount referred to in paragraph (b) or (c) as and when required by this Act or a regulation made under this Act; and
- (e) any interest payable under a provision of this Act on an amount referred to in any of paragraphs (a) to (d) or this paragraph."

tre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g), avant la date de mise à la poste au contribuable d'une copie de la décision de la Cour ou la date où le contribuable se désiste de l'appel si celle-ci est antérieure.

Idem

(4) Dans le cas où un contribuable accepte conformément au paragraphe 173(1) que la Cour canadienne de l'impôt statue sur une question ou qu'il est signifié au contribuable copie d'une demande présentée conformément au paragraphe 174(1) devant la Cour canadienne de l'impôt pour qu'elle statue sur une question, le ministre, pour recouvrer la partie du montant d'une cotisation, dont le contribuable pourrait être redevable selon ce que la Cour statuera, ne peut prendre aucune des mesures visées aux alinéas (1)a) à g) avant la date où la Cour statue sur la question."

(2) L'article 225.1 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Non-applicable

«(6) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas :

- a) aux montants payables en application de la partie VIII;
- b) aux montants déduits ou retenus, et à remettre ou payer, en application de cette loi ou de son règlement d'application;
- c) à l'impôt à payer en application de l'article 116 ou d'un règlement d'application du paragraphe 215(4) et qui n'a pas encore été payé;
- d) aux pénalités payables pour défaut de remettre ou de payer un montant visé à l'alinéa b) ou c) de la manière et dans le délai requis par la présente loi ou son règlement d'application;
- e) aux intérêts payables en application de la présente loi sur l'un des montants visés au présent alinéa ou aux alinéas a) à d).»

ANALYSE DE LA LOI SUR L'EXAMEN DE L'ENDETTEMENT AGRICOLE*

THE FARM DEBT REVIEW ACT: INSIDE-OUT*

par Richard King**

À l'été 1986, le gouvernement a adopté la Loi sur l'examen de l'endettement agricole qui permet aux agriculteurs insolvable de résoudre leurs difficultés financières en prenant des arrangements avec leurs créanciers, avec l'aide d'un organisme impartial. Le présent document analyse les différentes exigences de la loi et certaines des décisions, peu nombreuses, auxquelles elle a donné lieu.

La Loi sur l'examen de l'endettement agricole en résumé

Suite aux pressions de plus en plus fortes exercées par les agriculteurs, individuellement ou en groupes, à cause des difficultés économiques auxquelles ils ont eu à faire face au cours des dernières années, le gouvernement a déposé devant le Parlement, en juin 1986, le projet de loi C-117. Celui-ci a été adopté, avec quelques modifications mineures le 26 juin 1986 et est entré en vigueur le 5 août 1986.

La Loi sur l'examen de l'endettement agricole constitue la réponse du gouvernement aux demandes des agriculteurs pour qu'une loi qui les protégerait contre les actions de leurs créanciers soit adoptée, dans les cas où leurs difficultés financières résultent simplement de la mauvaise conjoncture économique.

Par définition, la loi vise tous les genres d'agriculteurs (de l'avis de certains, peut-être même ceux qui ne sont pas de véritables agriculteurs), y compris les sociétés de personnes, les personnes morales et les coopératives exerçant une activité agricole. Le terme «agriculture» ne comprend pas seulement la production de végétaux de plein champ cultivés mais également la production de végétaux non cultivés et de plantes hor-

by Richard King**

The government in the summer of 1986 enacted the Farm Debt Review Act to ensure that farmers in an insolvent position would be given the opportunity to resolve those financial difficulties in discussions with their creditors and with the assistance and mediation of an unbiased panel. This paper discusses the requirements of the Act and some of the little, case law it has generated.

Farm Debt Review Act in Review

As a result of mounting pressure by individual farmers and farm groups resulting from the economic difficulties experienced by farmers in the past few years, the government presented to Parliament in June 1986, Bill C-117. With a few minor changes, the Bill was passed into law on June 26, 1986. It was proclaimed in effect on August 5, 1986.

The *Farm Debt Review Act* is the government's answer to requests by farmers that a law be passed protecting them from actions of their creditors, where such farmers were in financial difficulties simply because of the poor economic times.

By definition, the Act takes into account all types of farmers (some may say even those who are not truly farmers) including partnerships, corporations and cooperative associations who are engaged in farming. The definition of farming includes not only the production of field grown crops but also uncultivated field grown crops, together with horticultural crops, the raising of fur-bearing animals, as well as the more normal

* Texte d'une présentation donnée à un séminaire sur le droit de la faillite et de l'insolvabilité, organisée par les services juridiques de Consommateurs et Sociétés Canada, le 27 avril 1990.

** Me King est conseiller juridique pour les Bureaux d'examen de l'endettement agricole.

* This paper was presented at a bankruptcy and insolvency law seminar, organised by the legal services of Consumer and Corporate Affairs, on April 27, 1990.

** Mr. King is legal counsel for the Farm Debt Review Boards.

tiques, ainsi que l'élevage des animaux à fourrure et l'élevage plus habituel du bétail. Le terme inclut également la production du tabac et du bois provenant de lots boisés. Afin d'assurer que rien n'a été oublié, il s'entend aussi de tout autre élevage ou de toute autre production précisés par règlement. La personne concernée peut être un agriculteur à temps partiel ou un gentleman-farmer ou faire de l'agriculture dans ses loisirs.

Il va sans dire que la première difficulté à surmonter lorsque le gouvernement fédéral veut adopter une loi visant les droits des créanciers et des débiteurs est d'ordre constitutionnel. Dans ce cas-ci, elle a été surmontée de deux façons. La partie de la loi qui laisse place à la volonté des parties ne pose aucun problème d'ordre constitutionnel parce qu'elle laisse justement place à la volonté des parties. C'est la partie de la loi qui impose certaines obligations aux parties qui crée le plus de problèmes. Ceux-ci ont été résolus en prévoyant que les dispositions de cette partie s'appliquent uniquement aux agriculteurs insolubles, sur lesquels le gouvernement fédéral a compétence en vertu de son pouvoir en matière de «banqueroute et faillite».

La loi prévoit ensuite que le gouverneur en conseil peut constituer, dans chaque province ou région du Canada, un bureau d'examen de l'endettement agricole. Chaque bureau est formé d'un président et d'au plus dix autres membres nommés par le gouverneur en conseil «à titre amovible pour un mandat d'au plus cinq ans». Le personnel des bureaux est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. Cependant, s'il le désire, le ministre peut, sur les effectifs du ministère de l'Agriculture, procéder auprès des bureaux à des détachements qui ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire. Tout le personnel est réputé être employé par l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

En plus des bureaux, la loi prévoit la constitution de comités formés de trois membres, dont un est membre du bureau et préside le comité. Les membres du comité sont choisis par le président du bureau parmi les personnes dont le nom figure sur une liste établie par chaque bureau.

Le rôle de ces comités est d'examiner la situation financière d'un agriculteur et de l'aider à conclure un arrangement avec ses créanciers concernant le paiement de ses dettes. Les bureaux peuvent engager des experts pour se faire aider et pour aider les comités. Puisque les membres des comités doivent posséder des connaissances et de l'expérience dans les domaines de

type of meat-bearing animals. It also includes the production of tobacco and wood from wood lots. In order to ensure that nothing was missed, it also may include the production or raising of any other prescribed thing or animal. At the same time the person may be a part-time farmer, a hobby farmer or a gentleman farmer.

As one can fully appreciate, the first difficulty to overcome when the Federal government proposes to deal with creditor and debtor's rights is the constitutional problem. This was overcome in two ways. That part of the Act which was totally voluntary, we concluded, would not pose a constitutional problem because of its very nature of being voluntary. It was that part of the Act which imposed certain obligations upon the parties that posed the greater difficulty. This difficulty was overcome by having that part apply only to insolvent farmers, thus bringing it within the constitutional framework of federal powers dealing with bankruptcy and insolvency.

The Act goes on to establish, by designation of the Governor in Council, Boards for each province or region of Canada. Each Board is to consist of a chairman and not more than ten other members appointed by the governor in Council who are "to hold office during pleasure for a term not exceeding 5 years". Employees of the Board are to be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*. However, the Minister may, if he wishes, assign employees of the Department of Agriculture to serve on the staff of the Board without additional remuneration. All employees are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

In addition to the appointment of the Board, there are also to be Panels consisting of three members, one of whom will be a member of the Board and will act as Chairman of the Panel. The Panel members are appointed by the Chairman of the Board from a list prepared by each Board.

The Raison d'être of these Panels is to assist the farmer by reviewing his financial affairs and assisting him in arriving at any arrangement possible with his creditors concerning the payment of his debts in an orderly fashion. The Board and Panel are to be assisted in their endeavours through the appointment, by the Board, of experts. Since the Panel members are required to have

l'agriculture et des finances, on doit s'attendre à ce que les experts aient la même expérience. Leur tâche consistera principalement à aller aux renseignements pour les membres des bureaux et des comités.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la loi est divisée en deux parties : la partie «volontaire» et la partie obligatoire.

La première permet à un agriculteur en difficulté financière de présenter au bureau, en la forme déterminée par le ministre, une demande d'examen de sa situation financière et d'aide en vue de faciliter la conclusion d'un arrangement avec ses créanciers.

Il peut être intéressant de souligner que le mot «prescribed», qui est défini dans la version anglaise seulement, signifie, dans le cas de la forme ou de renseignements qui doivent être fournis dans une formule, «déterminé par le ministre», et, dans les autres cas, «fixé par règlement». Le terme «règlement» a son sens habituel.

Lorsqu'il reçoit la demande d'un agriculteur, le bureau doit constituer un comité d'examen qui remplit les fonctions énoncées précédemment.

La deuxième partie de la loi vise les agriculteurs insolvable. Elle prévoit qu'un agriculteur insolvable peut présenter au bureau une demande d'examen de sa situation financière et de suspension des recours exercés contre lui par ses créanciers.

La suspension des recours s'applique à tous les créanciers, qu'ils soient garantis ou non. Il leur est alors interdit, pendant une période de trente jours à compter de la réception de la demande par le bureau, d'exercer un recours contre les biens de l'agriculteur, ou d'intenter ou de continuer des poursuites ou autre action, voie d'exécution ou procédure, judiciaire ou extra-judiciaire, pour le recouvrement d'une dette, la réalisation d'une sûreté ou la prise de possession d'un bien appartenant à l'agriculteur.

La loi prévoit également que tout créancier garanti d'un agriculteur doit, avant de réaliser sa sûreté, en donner préavis à l'agriculteur, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, en y indiquant qu'un agriculteur insolvable peut présenter une demande d'examen au bureau.

Il est intéressant de souligner que la loi définit l'agriculteur insolvable de la même manière que la *Loi sur la*

knowledge and experience in agriculture or in financial matters, it is to be expected that the experts will also have such experience. They will principally be the "leg man" for the Board and Panel members.

As indicated earlier, the Act is principally divided into two parts: the voluntary part and the compulsory part.

The voluntary part allows for any farmer who is in financial difficulties to apply to the Board, in a prescribed form, requesting that the Board review his financial affairs and, at the option of the farmer, requesting the Board to assist in the facilitating an arrangement with his creditors.

Perhaps, at this point, it will be interesting to note that the work "prescribed" was defined to mean in the case of a form or the information to be given on a form as being prescribed by the Minister and, in any other case "prescribed" means prescribed by regulation. "Regulation" has its normal meaning.

Upon receiving the application from the farmer, the Board is required to appoint a Review Panel which will perform the duties outlined earlier in this paper.

The second part of this Act is the compulsory part which deals with insolvent farmers. This part provides for an insolvent farmer making an application to the Board, again, requesting that the Board review his financial affairs and for a stay of any proceedings against him by his creditors.

The stay in question applies against all creditors, not only secured creditors, and prohibits such creditor for a period of 30 days after the receipt of the application by the Board from proceeding with any remedy against the property of the farmer or commencing or continuing any proceedings or any action, execution or other proceedings, judicial or extrajudicial, for the recovery of a debt, the realization of any security or the taking of any property out of the possession of the farmer.

The Act also requires that every secured creditor who intends to realize on any security of a farmer, must give the farmer written notice in the prescribed form containing the prescribed information of the intention to do so and shall also, in the same form, advise him of his right to make an application to the Board.

It may be interesting to note that the Act defines an insolvent farmer in the same manner as insolvency is

faillite définit l'insolvabilité. Un des problèmes qui s'est posé relativement à cette question était la façon de déterminer qu'un agriculteur était insolvable. Étant donné que les procédures prévues par la loi devaient être simples, peu dispendieuses et rapides, il était impossible de soumettre cette question à un organisme judiciaire ou quasi-judiciaire. Par conséquent, on a décidé d'inclure les critères d'insolvabilité dans la formule de demande et de demander à l'agriculteur d'indiquer lesquels de ces critères s'appliquaient à lui. Si le créancier décidait de contester l'insolvabilité de l'agriculteur, il n'aurait qu'à soumettre la question à un tribunal judiciaire en intentant une action en recouvrement de dette ou en réalisation de sûreté.

Un autre problème auquel nous avons fait face est l'effet de la suspension des procédures sur les biens loués, qu'il s'agisse de biens meubles ou immeubles. Autrement dit, la suspension s'applique-t-elle au bailleur lorsque le loyer n'a pas été payé par le locataire? À la lecture de la version anglaise de l'article 23 de la loi qui prévoit que la suspension s'applique à la réalisation d'une sûreté ou à «the taking of any property out of the possession of the farmer», on peut conclure que la loi s'applique aux biens loués. Cela est conforme à l'objet de la loi qui est de laisser l'agriculteur continuer son activité agricole durant la période de suspension. D'une part, la loi a d'abord été rédigée en anglais. D'autre part, à la lecture de la version française de l'article 23, on se rend compte que les mots «ou la prise de possession d'un bien appartenant à l'agriculteur» traduits librement signifient «taking the property of the farmer out of his possession». Cette situation a été corrigée par la *Loi corrective*.

Un autre problème a attiré notre attention un peu après le 5 août 1986 : un créancier garanti est-il tenu de donner un préavis quant à des procédures entreprises avant le 5 août 1986 mais non terminées au moment de la mise en vigueur de la loi? D'une part, la solution à ce problème est relativement simple : le préavis n'est pas requis puisqu'il est clair, à la lecture de la loi, que cette exigence doit être remplie par un créancier garanti avant de réaliser sa sûreté et non après que les procédures à cette fin ont commencé. D'autre part, il est plus difficile de déterminer à quel moment des procédures entreprises en vue de la réalisation d'une sûreté se sont terminées, de sorte que la loi cesse de s'appliquer à cette sûreté. Cette question se pose seulement dans les cas où les procédures en vue de la réalisation d'une sûreté ont été entreprises et terminées avant le 5 août 1986. À notre avis, les procédures sont terminées lorsque l'agriculteur

determined under the *Bankruptcy Act*. One of the problems we encountered in relation to this question, was how was it to be determined that the farmer was insolvent. Because the procedures under the Act were to be simple and, at the same time, inexpensive as well as quick, this eliminated the possibility of having a judicial or quasijudicial body determine the matter. Therefore, it was decided that the criteria for insolvency, as provided in the Act, would be referred to in the application form to be completed by the farmer. The farmer would be required to indicate what criteria applied to him. In the event that the farmer's creditor wishes to dispute the fact that the farmer is insolvent, the matter then would have to be determined by a Court of Law, in an action on the recovery of a debt or in the realization of security.

Another problem which we have since encountered is the effect of the stay in relation to leased property, be it real estate or chattels. In other words, does the stay apply to a lessor where the "rent" has not been paid by the lessee. If one reads the English version of the Act (Section 23) which states that the stay applies to the realization of any security or "the taking of any property out of the possession of the farmer", one may conclude that it does apply to lease-hold property. This would coincide with the purposes of the Act — to have the farmer continue his farm operation during this period of time. As well, the Act was primarily drafted in the English language. On the other hand, if one reads the French version of Section 23, one discovers the words "ou la prise de possession d'un bien appartenant à l'agriculteur" which freely translated means, taking the property of the farmer out of his possession. This has now been corrected through the *Miscellaneous Law Amendment Act*.

A further problem which came to our attention shortly after August 5, 1986, was the question of whether a secured creditor had to give notice in regards to realization proceedings which had commenced prior to August 5, 1986, but which were not terminated at the time the Act came into effect. The solution to that problem was relatively simple; notice was not required since the words of the Act are clear that it applies only to a secured creditor who intends to realize on any security and not on one who has commenced the realization of security. On the other hand, a more difficult problem was the question of when is realization proceedings on security complete so that the Act no longer applies to that security. This, of course, would only be important in those situations where realization proceedings were commenced and completed prior to August 5, 1986. We have suggested that realization proceedings are com-

-débiteur ne peut plus exercer de recours pour recouvrer ses biens par le paiement des arrérages de capital et d'intérêt au créancier. Une suspension s'appliquerait jusqu'à ce moment.

La loi prévoit également que le bureau peut prolonger de 3 périodes supplémentaires de 30 jours chacune la période de suspension, lorsqu'il estime que l'agriculteur et ses créanciers en viendraient à un arrangement s'ils bénéficiaient d'un peu plus de temps.

Afin d'apaiser certaines des craintes des créanciers, la loi exige également que le bureau nomme un «gardien» des biens de l'agriculteur. Toutefois, l'agriculteur peut être nommé lui-même gardien de façon que les frais soient les plus bas possibles.

La loi permet également à un créancier garanti, ou à plusieurs d'entre eux, de désigner gardien une personne de leur choix, à condition qu'ils en assument les frais. Dans ce cas, le bureau n'a d'autre choix que de nommer cette personne.

Le bureau peut, à sa discrétion, nommer gardien une personne autre que l'agriculteur. Bien que la loi ne le prévoit pas, une règle du bureau veut qu'un tiers ne soit nommé que dans les cas où il existe de bonnes raisons de croire que l'agriculteur pourrait dilapider ses biens, par mauvaise gestion ou par fraude, et où il y a désaccord entre l'agriculteur et le créancier quant au candidat proposé par ce dernier ou quant à la nomination de l'agriculteur, ou lorsque le candidat du créancier est en conflit d'intérêt.

Aux termes de la loi, le bureau doit nommer un gardien dès qu'il reçoit une demande d'un agriculteur. Cette exigence cause un certain problème car il est douteux que les opinions des créanciers garantis puissent être obtenues en temps voulu. En conséquence, les bureaux ont adopté une règle selon laquelle l'agriculteur est nommé gardien dans tous les cas, sauf lorsque le bureau a des motifs de croire qu'il ne devrait pas l'être. En pareil cas, le bureau nomme un tiers et en assume les frais. Les créanciers garantis peuvent, par la suite, nommer une personne de leur choix. Le bureau annule alors la nomination initiale et nomme la personne proposée par les créanciers garantis.

À la lecture de la loi, rien n'empêche que plus d'une personne soit proposée par les créanciers garantis et

plete when the farmer/debtor has no longer any legal recourse to recover the property by payment to the creditor of his arrears of principal and interest. Up until that time a stay would apply.

Dealing further with the stay, the Act also provides for the Board to extend the stay for a total of 3 additional periods of 30 days where the Board is satisfied that there is a real chance of an arrangement being arrived at between the farmer and his creditors and would require only a further period of time to finalize.

In order to alleviate some of the fears of creditors, the Act also requires the Board to appoint a "guardian" of the property of the farmer. However, the creditor's fears are not totally alleviated since the farmer, himself, can be appointed as a guardian, again to keep costs to a minimum.

The Act also allows for a secured creditor or creditors to nominate someone of their choosing to be a guardian, provided the secured creditor or creditors agree to pay the costs of such guardian. In this instance, the Board has no choice in the matter and it must appoint such person as guardian.

The Board, in its discretion, can also appoint someone other than the farmer. Although it is not stated in the Act, it has become a rule of the Board that such appointments of third parties would not take place unless there is good reason to believe that the farmer may dissipate his assets, either through mismanagement or fraud, and there is a real dispute between the farmer and the creditor in regards to the nominee of the creditor or the appointment of the farmer, or the nominee of the creditor has a conflict of interest.

The Act further requires that the Board appoint a guardian immediately upon receiving an application by a farmer. This posed a certain problem, since it was doubtful that the views of the secured creditors could be obtained at the time in question. Therefore, a rule was adopted by the Boards which calls for the appointment of the farmer as guardian in every instance, save and except where the Board has some knowledge that the farmer for good reasons should not be appointed. In that event, it must appoint a third person and assume the costs of same. In the event that the secured creditors at a later date may wish to nominate a person of their choice, this can be done, and the Board will cancel the previous appointment and appoint the secured creditor's nominee.

It is clear by the Act that more than one secured creditor's nominee may be appointed; however, it has

nommée gardien. Mais, dans le but d'éviter la confusion et des problèmes administratifs, le bureau n'en nomme qu'une.

La loi confère également au bureau le pouvoir de donner des directives au gardien, qu'il soit ou non agriculteur, relativement à ses fonctions. Cette disposition a causé certains problèmes avec les créanciers garantis, surtout lorsque les personnes nommées gardiens étaient proposées par ceux-ci parce qu'ils fixaient alors certaines conditions et demandaient aux bureaux de les imposer. La plupart des bureaux ont décidé d'examiner cette question avec le créancier garanti; cependant, c'est au bureau qu'il appartient de décider en dernier ressort des directives à donner au gardien.

Aux termes de la loi, la signature d'un arrangement met automatiquement fin à la suspension. De même, le bureau peut ordonner la levée de la suspension s'il est convaincu que l'agriculteur a contrevenu ou a négligé de se conformer aux directives du bureau concernant son rôle de gardien, ou s'il estime que l'agriculteur a risqué, par acte ou omission, de porter atteinte à la conservation de son actif ou qu'il a entravé le gardien dans ses fonctions. Malheureusement, la loi ne prévoit pas expressément la levée de la suspension lorsque le bureau est convaincu que l'agriculteur et ses créanciers ne pourront en venir à une entente. Dans ces cas, on s'est demandé si le bureau a le pouvoir de lever la suspension. On a dit que, dans de telles négociations, on ne peut jamais être certain qu'un arrangement ne pourra être conclu et que, compte tenu de l'objet de la loi, l'agriculteur devrait pouvoir bénéficier de la plus grande latitude possible pour conclure un tel arrangement. Cependant, lorsqu'il est relativement évident que les parties ne pourront s'entendre, le refus d'accorder une période supplémentaire de suspension conformément à la loi serait justifié.

Un dernier mot sur l'application de la loi. Le bureau a le pouvoir de nommer un syndic relativement à un arrangement qui pourrait être conclu. Les fonctions de celui-ci sont déterminées par règlement ou par le bureau. La rémunération du syndic est à la charge du bureau. Cette disposition visait aussi à apaiser les craintes des créanciers et à faire en sorte que les arrangements conclus en vertu de la loi seraient respectés dans la plus grande mesure possible. Afin d'éviter qu'elle soit utilisée dans le but de gagner du temps, la loi prévoit qu'un agriculteur ne peut présenter une nouvelle demande avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de présentation de sa première demande ou, si aucun

become a practice of the Board, in order to avoid confusion and administrative difficulties, to appoint only one nominee.

The Act also gives the Board the authority to direct the guardian, whether he be a farmer or other, on his duties. This has caused some problem with secured creditors, specifically with respect to those persons appointed from the nomination of secured creditors, as to the secured creditors demanding that the Boards impose certain conditions as required by them. The Boards have adopted, for the most part, the rule that the Board may discuss the matter with the secured creditor; however, it must reserve to itself the right to make the final decision concerning the directives to be issued to the guardian to follow.

A stay, by authority of the Act, is automatically terminated upon the reaching of an arrangement. It may also be terminated by the Board where it is satisfied that the farmer has contravened or was negligent in complying with any directives issued to him in his role as guardian, or in the alternative, where the Board is of the opinion that the farmer has by any act or omission on his part jeopardized his assets or obstructed a third party guardian in the performance of that guardian's duties and functions. Unfortunately, the Act does not specifically refer to termination where the Board is satisfied that an arrangement cannot be arrived at with the creditors of the farmer. Under those circumstances, the question arose, "did the Board have the authority to terminate the stay?" The answer that was eventually given was that, in such negotiations, one can never be certain that an arrangement cannot be reached and, taking into consideration the purposes and intent of the Act, the farmer should be given as much latitude as possible to reach such an arrangement. However, if it is relatively clear that an arrangement will not be reached, this would be sufficient reason not to renew the stay in accordance with the Act.

One final note as to the operation of the Act. The Board has the authority to appoint a licensed trustee to perform such duties with respect to an arrangement that may have been entered into, whose duties may be prescribed by Regulation or determined by the Board. The expenses of such trustee will be paid by the Board. This was a further provision to alleviate certain fears of creditors and to ensure that any arrangement reached under the auspices of the Act would be adhered to, to the greatest extent possible. In order to ensure that the Act is not being used for "stalling purposes," it provides that a farmer is not entitled to make a new application under the Act for a period of 2 years after the date on which an

arrangement n'est conclu, à moins d'obtenir le consentement écrit du bureau. Ce consentement ne serait donné que dans des cas très particuliers et exceptionnels. La même disposition s'applique à l'agriculteur qui a conclu un arrangement maintenant expiré.

Finalement, la loi prévoit que le ministre doit déposer devant le Parlement un rapport annuel sur les activités des bureaux.

Jurisprudence

Comme nous l'avons mentionné précédemment, il est étonnant de constater qu'il existe très peu de jurisprudence relative à la *Loi sur l'examen de l'endettement agricole* (LEEA) depuis 1986. Il semblerait que les décisions rendues sont inédites. Ce qui suit constitue une liste des décisions rendues et des tribunaux saisis des affaires accompagnés d'un bref résumé et de nos remarques.

Première décision — *Murray Davies & Glenda Davies, Glenn Moore & Grace Moore c. Canadian Imperial Bank of Commerce*, les juges «Art» Daignault et Douglas Taylor, Cour suprême de la Colombie-Britannique, le 11 mars 1987, n° 84000200, greffe de Cranbrook.

Les défendeurs ont, en partie, demandé que la Cour déclare que l'agriculteur Murray Davis avait commis un outrage au tribunal en faisant défaut d'être présent à un interrogatoire en vue de l'exécution qui avait lieu pendant la période de suspension. La Cour a considéré qu'il n'y avait pas eu outrage au tribunal et a rejeté cette partie de la demande des défendeurs.

Nous souscrivons à cette décision : un créancier garanti ne doit exercer aucun recours pour réaliser sa sûreté ou pour recouvrer le montant de sa créance pendant la période de suspension.

Deuxième décision — *La règle n° 37 de la municipalité de Lomond c. Anton Krobert*, Cour d'appel de la Saskatchewan, dossier n° 9414, le 14 septembre 1987.

Il s'agit d'un appel d'une décision refusant d'accorder à la municipalité la propriété d'une terre agricole en vertu du *Tax Enforcement Act* de la Saskatchewan. Le privilège pour taxes a été enregistré en 1967 et la requête en déclaration de propriété les 8 et 17 avril 1986. La demande finale au registrateur a été présentée le 5 novembre 1986 et le titre, délivré le 18 novembre 1986. L'agriculteur a demandé que la propriété lui soit remise

application was originally made or where no arrangement has been arrived at unless a farmer obtains the written consent of the Board. This consent would only be given under very special and unusual circumstances. the same provision applies in regards to a farmer who has arrived at an arrangement and that arrangement has expired.

In conclusion, the Act requires only for a report by the Minister on the activities of the Board to be laid before Parliament each calendar year.

Case Law

As previously indicated, there is, surprisingly, little case law with respect to the *Farm Review Act* (FDRA) since 1986. What there is, would appear to be unreported. The following is a list of cases and the courts where they arose together with a short summary of the case and the writer's commentary:

First Case — *Murray Davies and Glenda Davies, Glenn Moore & Grace Moore v. Canadian Imperial Bank of Commerce*, J.A. "Art" Daignault, Douglas Taylor, Supreme Court of British Columbia, March 11, 1987, no. 84000200, Cranbrook Registry.

This was an application by the Defendants, in part, seeking an Order that the farmer Murray Davies, be found in contempt of court for failing to attend an examination in aid of execution which date was during a period of the Stay. The court refused to find the plaintiff in contempt and dismissed that part of the defendants' application.

This Order is consistent with our opinion that a secured creditor is to take no action to realize on security or to collect a debt.

Second Case — *The rule of the Municipality of Lomond no. 37 v. Anton Krobert*, in the Court of Appeal for Saskatchewan, file no. 9414, September 14, 1987.

This was an appeal from a Judgment setting aside the grant of Title to farm land to the Municipality under the *Tax Enforcement Act* of Saskatchewan. The tax lien was registered in 1967 and final application for Title was registered on April 8, 1986 and April 17, 1986 respectively. The final request to the registrar was made on November 5, 1986 and Title issued on November 18, 1986. The farmer was requesting the Title be returned to him since

au motif que la municipalité ne lui avait pas donné le préavis prévu par la LEEA. Le juge de première instance a fait droit à la demande de l'agriculteur. Par contre, la Cour d'appel a affirmé que la seule formalité qui devait être accomplie après l'entrée en vigueur de la loi était la présentation de la demande finale au registrateur. Elle a ajouté que la dernière formalité des deux dernières lois ne pouvaient être interprétée comme une intention de réaliser une sûreté aux termes de l'article 22 de la LEEA.

Dans cette affaire, ce n'est pas la conclusion à laquelle est arrivée la Cour d'appel qui suscite le plus d'intérêt mais plutôt le fait qu'elle a affirmé que les exigences de la LEEA relatives aux préavis s'appliquent à une municipalité dans les cas de saisie de biens pour non-paiement de taxes.

Troisième décision — *Saskatoon Motor Drome Ltd. c. Pleasant Valley Farms Ltd., Peter A. Kroeger et Ruth Graham*, Cour du banc de la Reine, n° 1142, le 11 décembre 1986.

Selon le tribunal,

1. si un agriculteur souhaite invoquer, comme moyen de défense, le défaut de donner le préavis prévu à l'article 22 de la LEEA, il doit le préciser dans sa défense;
2. aucune disposition de la loi ne prévoit l'exercice d'un recours contre quiconque agit en contravention de celle-ci; en l'espèce, la Cour n'a pas mentionné l'article 115 (maintenant article 126) du *Code criminel*;
3. la loi ne fait que prévoir que, dans une action en forclusion, le préavis doit être donné avant que la décision finale soit rendue. À mon avis, le tribunal a fait abstraction des termes «toute» et «action» du paragraphe 22(2) de la loi lorsqu'il est arrivé à cette conclusion.

Quatrième décision — *Arran Savings and Credit Union Ltd. c. Leona Melnyk*, Cour du banc de la Reine de la Saskatchewan, Centre judiciaire de Yorkton, dossier n° 84, le 31 août 1987 (42 D.L.R. (4th) 370).

Dans cette affaire, le tribunal a affirmé que

1. l'épouse d'un agriculteur qui participe aux tâches agricoles et qui a droit, en vertu des lois provinciales, à la moitié des biens de son mari, est une agricultrice et peut présenter une demande aux termes de la LEEA. À mon avis, elle est une associée et c'est la société de personnes ou l'épouse, pour le compte de la société de personnes, qui devrait présenter la demande.

the Municipality did not provide him with notice as provided under the FDRA. The trial judge found for the farmer. The Court of Appeal, on the other hand, found that the only step to be taken after the FDRA came into force was the final request process. The Court found that the final formality of the last two Acts could not be interpreted as an intention to realize within Section 22 of the FDRA.

What is interesting in this case is not the conclusion reached by the Court of Appeal, rather the Court finding the Notice Requirements of FDRA applied to a Municipality with respect to seizure of property for non-payment of taxes.

Third Case — *Saskatoon Motor Drome Ltd. v. Pleasant Valley Farms Ltd., Peter A. Kroeger and Ruth Graham*, Court of Queen's Bench, no. 1142 December 11, 1986.

The Court found:

1. where the farmer wishes to use the lack of notice under Section 22 of the FDRA as a defence to an action taken by the secured creditor, he must so plead it,
2. that there is no provision in the Act with respect to the taking of proceedings where someone has acted contrary to it. In this instance, the Court was not referred to Section 115 (now Section 126) of the Criminal Code,
3. the Court found that the Notice requirement, in a foreclosure Action, under the FDRA only required Notice to be given prior to the final Order of foreclosure being taken. I suggest this conclusion was reached without any importance being placed on the words "any" or "action" as found in Subsection 22(2) of the Act.

Fourth Case — *Arran Savings and Credit Union Ltd. v. Leona Melnyk*, Court of Queen's Bench Saskatchewan, Judicial Centre of Yorkton, file no. 84, August 31, 1987; 42 D.L.R. (4th), 370.

In this instance, the Court found:

1. The wife of a farmer who shared in farm tasks and chores and was entitled to one half of all her husband's property under provincial law is a farmer in her own right and is entitled to apply under the FDRA. I suggest she is a partner and it is the partnership or she, on behalf of the partnership, who should be applying.

2. un créancier saisissant n'est pas un créancier garanti au sens de la LEEA. À mon avis, un examen de la définition des termes «charge» et «privilège» permettrait de conclure qu'un créancier saisissant est en fait un créancier garanti.

3. la saisie d'une Jeep appartenant à l'épouse, sans que soit donné le préavis prévu à l'article 22, est permise par la LEEA.

Il est intéressant de souligner l'examen fait dans cette affaire des obligations d'un shérif qui saisit des biens en vertu d'un bref d'exécution. La Cour a finalement affirmé que le shérif doit d'abord s'enquérir auprès du bureau d'examen de l'endettement agricole si l'agriculteur a présenté une demande. Selon le tribunal, le shérif est lié par l'article 23 de la loi et il ne peut effectuer de saisie durant la période de suspension.

Cinquième décision — *Royal Bank of Canada c. Edward Charles Smith et Kathleen Joann Smith*, Cour du banc de la Reine de l'Alberta, action n° 8704 12888.

Dans cette affaire, le protonotaire a décidé que les déclarations faites par l'agriculteur au cours de l'audience d'un comité ne sont pas protégées, à moins qu'il ne soit démontré que telle était l'intention des parties. L'article 35 de la loi s'applique exclusivement aux communications écrites.

Sixième décision — *Rudy Byford c. Sharon Byford et the Bank of Montreal*, Cour de district de l'Ontario, dossier n° 1317/87, le 23 décembre 1987.

Les agriculteurs ont présenté une requête pour injonction interlocutoire pour interdire à la banque de réaliser ses sûretés. Le tribunal a prononcé l'injonction et a ordonné qu'aucun des biens grevés ne devait être vendu, si ce n'est dans le cours normal des affaires; que toutes les opérations bancaires relatives aux activités agricoles devaient être faites avec la Banque de Montréal; et que tous les revenus devaient être versés dans ce compte et toutes les dépenses, prélevées sur celui-ci. La banque ne serait pas responsable des découverts ni du versement de nouvelles avances prises sur les marges de crédit des agriculteurs. En outre, la banque n'appliquera pas les fonds versés dans le compte au paiement des dettes qui lui sont présumées dues. Un séquestre a également été nommé, avec seuls pouvoirs d'enquêter ou de faire un inventaire et de prendre connaissance d'un résumé hebdomadaire des activités agricoles. En même temps, le séquestre pourrait prendre possession de l'équipement de façon implicite.

2. An execution creditor is not a secured creditor as defined under the FDRA. I suggest that a review of the definition of "charge" or "lien" would lead to the conclusion that an execution creditor is indeed a secured creditor.

3. The seizure of a Jeep owned by the wife without benefit of Notice under Section 22 was proper under the FDRA.

What is interesting in this case is the discussion as to the obligations of the sheriff when seizing property under a Writ of Execution. The Court definitely states that it is a sheriff's duty to first inquire of the Farm Debt Review Board (FDRB) whether the farmer has made an application and that the sheriff is bound by Section 23 not to proceed to execute during a period of Stay.

Fifth Case — *Royal Bank of Canada v. Edward Charles Smith and Kathleen Joann Smith*, Court of Queen's Bench, Alberta, Action no. 8704 12888.

This was a decision by the Master in Chambers where he found that statements made by the farmer during a panel hearing were not privileged unless it could be shown that there was every intention for them to be privileged. Section 35 of the FDRA applies only to written communication.

Sixth Case — *Rudy Byford v. Sharon Byford and the Bank of Montreal*, District Court of Ontario, file no. 1317/87, December 23, 1987.

This was a motion for an interlocutory injunction taken by the farmers to enjoin the Bank from enforcing its security interests. The Court gave the injunction and further ordered that none of the collateral would be sold except in the ordinary course of business, all banking in relation to the farm operations would be with the Bank of Montreal and all revenues would be paid into and expenses paid out of that account; the Bank would not be responsible for overdrafts nor for making any further advances on lines of credit to the farmers; the Bank will not apply funds in the account to any alleged debt owing to the Bank. A receiver was also appointed but with limited authority to inspect or make an inventory and obtain a by-weekly summary of the farm operations. At the same time, the receiver could take constructive possession of the equipment.

Il est intéressant de souligner que cette décision a été rendue pendant la période de suspension et qu'elle reconnaît que les activités agricoles doivent être continuées mais que le créancier ne doit pas être exposé à un plus grand risque. La seule lacune, c'est que la Cour a ordonné au séquestre de prendre possession de l'équipement de façon implicite pendant la période visée.

Je crois que cette dernière partie de la décision correspond à «la prise de possession d'un bien appartenant à l'agriculteur». Cependant, cette décision présente un aspect important en permettant à l'agriculteur de continuer ses activités pendant la période de suspension; autrement, l'exploitation agricole pourrait devoir cesser ses opérations si jamais les biens saisis ne peuvent être vendus, même dans le cours normal des affaires, ce qui nuirait au but visé par la loi.

Septième décision — *Margaret Alice Nerenberg c. Walter Eric Zimmer*, Cour du banc de la Reine du Manitoba, dossier n^o 2988 D.P., le 12 décembre 1988.

L'importance de cette affaire pour le Manitoba est la conclusion de la Cour voulant qu'une personne qui emprunte de l'argent à des fins agricoles soit visée par l'équivalent provincial de la LEEA, malgré le fait qu'au moment de sa demande et au cours des deux années avant celle-ci, elle n'a accompli aucune activité agricole. La définition d'«agriculteur» de la loi provinciale du Manitoba est semblable à celle de la loi fédérale, ce qui laisse croire que le même tribunal considérerait qu'une telle personne est un agriculteur au sens de la LEEA et qu'elle peut présenter une demande en vertu de l'article 20 de cette loi.

Avant cette décision, les tribunaux du Manitoba, comme ceux de tout le Canada, étaient d'avis qu'une telle personne n'était pas un agriculteur au moment de la présentation de sa demande et, par conséquent, ne pouvait bénéficier de la protection de la loi.

What makes this order interesting is that it was made during the period of the stay and recognizes that the farm operation should be carried on but that the risk to the creditor should be kept to a minimum. The only “fly in the ointment” is the Court ordering the receiver to have constructive possession of the equipment during the period.

I suggest this last part of the order may be “taking property out of the possession of the farmer.” However, the important aspect of this order is the fact that the farmer is able to carry on his farming operations during the period of the stay otherwise the farm could cease operating where collateral cannot be sold even in the normal course of business. Thus, frustrating the intent and purpose of the Act.

Seventh Case — *Margaret Alice Nerenberg v. Walter Eric Zimmer*, Court of Queen's Bench, Manitoba, file no. 2988 D.P., December 12, 1988.

The importance of this case, for Manitoba, is the finding by the Court that an individual who borrowed money in regards to farm operations was covered by the provincial counterpart to the FDRA notwithstanding the fact that at the time of his application and for some two years previous to that date, he was not carrying on any farming operations. There is a similarity between the definition of “farmer” found in the Manitoba provincial legislation as compared to the federal legislation; suggesting that the same Court would find that such an individual was a farmer as defined under the FDRA and entitled to make an application under Section 20 of that Act.

Prior to this case the view taken in Manitoba, as in the rest of Canada, was to the effect that such an individual was not a farmer, at the time of his application, and, therefore, was not entitled to the protection of the Act.

Statistiques

FAILLITES

juin 1990

Statistics

BANKRUPTCIES

June 1990

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	43	6	49	212	29	241
N.-É./N.S.	144	57	201	790	213	1,003
I.P.-É./P.E.I.	5	1	6	14	9	23
N.-B./N.B.	40	10	50	224	67	291
Québec	1,015	302	1,317	6,247	2,153	8,400
Ontario	1,203	203	1,406	6,473	1,177	7,650
Manitoba	153	34	187	820	190	1,010
Saskatchewan	120	48	168	601	352	953
Alberta	307	68	375	1,629	535	2,164
C.-B./B.C.	256	94	350	1,343	566	1,909
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	6	1	7
Canada	3,286	823	4,109	18,359	5,292	23,651

PROPOSITIONS

juin 1990

PROPOSALS

June 1990

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	1
N.-É./N.S.	0	4
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	0	2
Québec	23	120
Ontario	37	250
Manitoba	2	5
Saskatchewan	0	0
Alberta	0	5
C.-B./B.C.	3	33
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	65	420

**FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE JUIN 1990, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES**

**BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF JUNE 1990, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES**

	Mois Courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre	Passif*	Nombre	Passif*
	Number	Liabilities* \$	Number	Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	1	49,832	4	12,704,474
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	3	911,910
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries	0	0	2	135,645
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	1	66,941	2	287,707
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	1	86,500
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	4	188,435	12	4,151,767
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	1	124,306
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	4	207,987
Autres industries de services				
Other service industries.....	0	0	0	0
Total	6	305,208	29	18,610,296

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	2	217,043
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	16	553,323	54	2,578,800
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	0	0	2	425,847
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	2	2,257,316	8	7,659,898
Industries de la construction				
Construction industries.....	9	1,731,303	38	7,920,485
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	4	209,580	20	4,557,037
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	2	1,352,011	8	3,160,626
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	13	2,334,302	34	25,307,206
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	1	125,791	2	184,991
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	668,530	4	1,000,440
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	2	113,436	12	1,825,218
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	2	1,138,590
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	5	322,155	17	2,544,950
Autres industries de services				
Other service industries.....	1	2,673,369	10	3,051,697
Total	57	12,341,116	213	61,572,828

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	2	1,034,850
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	2	120,600
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	1	342,073
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	1	1,152,808
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	1	45,169
Autres industries de services				
Other service industries	1	24,222	2	56,828
Total	1	24,222	9	2,752,328

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	2	374,200	3	595,572
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	2	220,000
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	0	0	7	2,308,457
Industries de la construction Construction industries	1	436,758	12	1,862,416
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	6	247,943
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	5	30,295,807
Industries du commerce de détail Retail trade industries	3	200,108	12	6,801,843
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	2	329,671
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	2	163,852	2	163,852
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	1	118,280
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	2	215,051	10	1,390,398
Autres industries de services Other service industries	0	0	5	263,603
Total	10	1,389,969	67	44,597,842

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
QUÉBEC				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	2	338,569	29	7,301,578
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	7	4,951,582
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	4	264,893	24	3,401,128
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	3	231,540
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	30	14,891,294	184	59,156,055
Industries de la construction				
Construction industries	29	7,040,047	225	44,363,523
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	21	3,341,204	117	32,767,074
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	3	336,926	21	2,856,084
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	28	6,060,165	164	76,635,756
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	79	77,431,028	610	151,960,636
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	7	867,326	23	4,561,499
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	26,902,383	27	39,113,405
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	17	5,721,634	111	23,126,444
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	1	24,475	9	1,113,762
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	1	66,379	11	731,854
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	4	631,306	29	11,748,779
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	37	4,062,739	306	40,369,065
Autres industries de services				
Other service industries.....	37	6,252,943	253	83,095,831
Total	302	154,233,311	2,153	587,485,595

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ONTARIO				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	3	778,297	16	2,473,822
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	1	74,811
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	4	477,126
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	4	6,520,047
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	21	5,830,451	120	102,872,383
Industries de la construction				
Construction industries	31	3,233,587	193	51,598,160
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	12	2,318,213	79	16,885,075
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	1	0	10	850,462
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	14	2,923,588	75	23,851,741
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	52	4,502,269	318	68,769,678
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	1	11,461,722	8	15,668,066
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	6	810,314	18	4,044,456
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	17	2,078,409	84	16,461,636
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	8	1,720,287
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	2	177,813	15	11,171,266
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	25	3,142,814	132	24,671,142
Autres industries de services				
Other service industries	18	5,439,863	92	34,993,279
Total	203	42,697,340	1,177	383,103,437

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	3	300,210	6	446,918
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries.....	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries.....	1	337,620	1	337,620
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	2	170,559	17	2,876,790
Industries de la construction Construction industries.....	1	64,887	10	666,017
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	5	607,280	22	1,510,847
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	0	0	4	170,255
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	3	231,661	24	4,259,630
Industries du commerce de détail Retail trade industries	7	670,168	42	5,475,071
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	3	269,493	5	348,372
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	1	51,176	7	465,707
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	0	0	2	233,098
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	1	50,300
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	1	92,500
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	7	610,209	26	2,728,043
Autres industries de services Other service industries	1	280,174	22	3,278,773
Total	34	3,593,437	190	22,939,941

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
SASKATCHEWAN				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	12	2,835,844	113	23,481,771
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	1	31,329
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	1	853,633
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	8	1,842,972
Industries de la construction				
Construction industries	3	495,263	40	20,860,460
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	3	1,493,714	27	3,901,993
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	3	81,466
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	2	1,484,106	9	2,845,017
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	11	945,484	63	7,518,966
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	4	1,122,167
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	3	244,256	12	1,690,833
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	2	151,964	13	1,477,820
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	2	498,039
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	7	993,045	38	11,109,523
Autres industries de services				
Other service industries	5	621,686	18	1,647,183
Total	48	9,265,362	352	78,963,172

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ALBERTA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	8	875,615	39	10,941,516
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	1	93,847
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	1	1,590,928	12	5,887,520
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	5	2,346,124	26	5,071,418
Industries de la construction				
Construction industries.....	11	687,108	103	20,516,375
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	10	843,664	57	4,899,861
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	5	141,152
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	6	3,463,606	16	4,087,799
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	10	1,209,945	101	21,561,774
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	5	1,099,122
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	1	54,013	18	5,997,123
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	3	171,846	48	8,205,817
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	7	3,078,048
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	7	1,783,842	52	8,589,779
Autres industries de services				
Other service industries	6	405,254	45	6,308,249
Total	68	13,431,945	535	106,479,400

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	1	181,076	5	387,821
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	1	59,407	7	353,562
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	2	223,113	19	3,229,162
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	1	8,000	3	2,796,367
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	2	394,585	44	10,598,437
Industries de la construction				
Construction industries.....	22	5,328,136	114	20,285,850
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	8	387,698	50	6,274,860
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	1	263,400	4	482,204
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	3	705,266	35	25,247,715
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	23	5,064,250	107	15,304,350
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	3	9,919,209	7	11,327,010
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	10	5,441,325
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	4	13,298,402	43	17,185,029
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	1	28,933
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	1	490,362	12	1,722,729
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	14	1,939,316	65	9,822,447
Autres industries de services				
Other service industries	8	448,622	40	3,524,378
Total	94	38,710,842	566	134,012,179

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	0	0
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
YUKON				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service Industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	0	0	1	83,500
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	0	0
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	1	83,500

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	31	5,683,811	215	46,880,891
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries.....	18	662,562	75	20,783,829
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	6	488,006	57	8,873,849
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	3	1,936,548	24	16,626,727
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	62	25,890,329	414	192,386,410
Industries de la construction Construction industries	107	19,017,089	737	168,208,931
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	64	9,268,294	381	71,674,470
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	5	600,326	47	4,581,623
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	58	16,220,403	337	170,470,591
Industries du commerce de détail Retail trade industries	202	92,545,989	1,299	306,851,291
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	12	22,374,048	49	33,962,855
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	17	28,948,989	97	58,089,931
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	48	21,750,719	320	68,911,523
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	1	24,475	20	3,096,080
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	1	66,379	12	782,154
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	7	1,299,481	70	30,721,039
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	104	13,069,171	651	101,478,503
Autres industries de services Other service industries	77	16,146,133	487	136,219,821
Total	823	275,992,752	5,292	1,440,600,518

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	19	0	0	19	307,004	496,812
AUTRES/OTHERS	24	6	0	30	725,304	901,504
TOTAL	43	6	0	49	1,032,308	1,398,316
N.-É./N.S.						
HALIFAX	48	19	0	67	2,718,182	8,985,854
SYDNEY	28	4	0	32	747,956	966,157
SYDNEY MINES	2	1	0	3	5,401	77,235
AUTRES/OTHERS	66	33	0	99	3,234,641	5,569,966
TOTAL	144	57	0	201	6,706,180	15,599,212
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	1	0	3	2,695	81,627
AUTRES/OTHERS	3	0	0	3	41,782	40,727
TOTAL	5	1	0	6	44,477	122,354
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	2	0	0	2	950	49,373
MONCTON	7	2	0	9	527,647	988,661
SAINT-JOHN	4	1	0	5	39,000	155,356
AUTRES/OTHERS	27	7	0	34	815,811	1,569,902
TOTAL	40	10	0	50	1,383,408	2,763,292
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	1	0	0	1	200	60,000
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	9	5	0	14	67,500	358,505
DRUMMONDVILLE	7	4	0	11	90,743	399,924
GRANBY	7	4	0	11	322,050	1,144,336
HULL/GATINEAU/AYLMER	59	8	1	68	1,198,572	2,399,441
MONTRÉAL	421	100	11	532	58,030,849	122,887,621
QUÉBEC	95	36	1	132	5,917,168	13,671,601
RIMOUSKI	8	0	0	8	9,100	147,772
ROUYN	8	0	0	8	115,750	144,979
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	4	1	0	5	17,625	84,013
SHAWINIGAN	8	3	0	11	3,271,352	4,218,848
SHERBROOKE	20	7	0	27	640,069	1,254,801
SOREL	9	1	0	10	129,085	453,120
ST-HYACINTHE	7	2	1	10	462,941	574,993
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	13	1	0	14	117,725	346,911
ST-JÉRÔME	7	0	0	7	7,540	121,294
THETFORD MINES	1	1	0	2	0	262,950
TROIS-RIVIÈRES	18	12	0	30	350,621	1,210,436
VICTORIAVILLE	2	1	0	3	9,850	20,170
AUTRES/OTHERS	311	116	9	436	46,133,885	63,648,257
TOTAL	1,015	302	23	1,340	116,892,625	213,409,972

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	9	2	0	11	370,650	1,087,019
BELLEVILLE	5	2	0	7	19,301	156,112
BRANTFORD	9	1	0	10	37,325	233,490
BROCKVILLE	1	1	0	2	515	698,406
CHATHAM	8	1	0	9	128,667	286,953
CORNWALL	7	4	0	11	230,494	381,486
GUELPH	5	2	0	7	12,350	335,433
HAMILTON	90	6	6	102	2,478,186	4,607,667
KINGSTON	11	4	0	15	174,711	668,880
KITCHENER	22	3	2	27	232,661	779,822
LONDON	38	10	0	48	529,868	1,892,674
MIDLAND	2	1	2	5	29,500	64,167
NORTH BAY	7	5	0	12	158,317	251,146
ORILLIA	5	0	0	5	289,821	454,503
OSHAWA	25	3	2	30	1,816,500	2,673,247
OTTAWA	100	25	1	126	3,587,064	11,635,049
OWEN SOUND	1	2	0	3	31,200	130,900
PETERBOROUGH	25	1	0	26	159,200	551,701
SARNIA	15	3	0	18	568,911	1,082,014
SAULT-STE-MARIE	12	1	0	13	94,000	244,471
ST-CATHARINES/NIAGARA	39	4	1	44	840,749	3,412,901
STRATFORD	1	0	0	1	545	10,591
SUDBURY	15	0	0	15	354,600	506,471
THUNDER BAY	5	0	0	5	73,695	194,284
TORONTO	469	66	21	556	17,057,146	60,918,404
TRENTON	1	0	0	1	1,601	83,961
WINDSOR	26	2	0	28	130,252	807,011
AUTRES/OTHERS	250	54	2	306	9,607,370	16,740,291
TOTAL	1,203	203	37	1,443	39,015,199	110,889,071
MANITOBA						
WINNIPEG	118	24	1	143	4,211,230	6,406,761
AUTRES/OTHERS	35	10	1	46	1,587,240	1,660,611
TOTAL	153	34	2	189	5,798,470	8,067,372
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	5	4	0	9	481,170	942,287
PRINCE ALBERT	4	2	0	6	711,107	1,351,211
REGINA	35	11	0	46	1,862,226	3,186,911
SASKATOON	51	10	0	61	1,895,610	4,326,627
AUTRES/OTHERS	25	21	0	46	3,055,723	6,355,381
TOTAL	120	48	0	168	8,005,836	16,162,436

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	113	15	0	128	4,711,682	7,605,911
EDMONTON	92	19	0	111	3,282,186	9,555,395
MEDICINE HAT	10	1	0	11	73,970	251,382
AUTRES/OTHERS	92	33	0	125	5,219,125	7,678,327
TOTAL	307	68	0	375	13,286,963	25,091,015
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	0	1	0	1	1,500	219,464
COURTENAY	0	0	0	0	0	0
KAMLOOPS	8	1	0	9	133,022	261,462
KELOWNA	11	5	0	16	77,044	448,710
NANAIMO	1	1	0	2	8,250	33,802
PRINCE-GEORGE	11	7	0	18	284,903	522,540
TERRACE	2	0	0	2	34,750	71,594
VANCOUVER	133	32	0	165	3,544,168	18,835,978
VERNON	1	4	0	5	74,805	401,772
VICTORIA	26	15	1	42	329,065	5,392,971
AUTRES/OTHERS	63	28	2	93	3,294,310	24,625,892
TOTAL	256	94	3	353	7,781,817	50,814,185
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	3,286	823	65	4,174	199,947,283	444,317,241

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS DES
SIX PREMIERS MOIS DE 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
SIX MONTHS OF 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	94	9	0	103	1,224,490	12,643,393
AUTRES/OTHERS	118	20	1	139	5,791,292	12,455,764
TOTAL	212	29	1	242	7,015,782	25,099,157
N.-É./N.S.						
HALIFAX	328	69	3	400	35,036,862	29,270,194
SYDNEY	106	19	0	125	3,031,974	6,360,768
SYDNEY MINES	21	2	0	23	130,301	565,736
AUTRES/OTHERS	335	123	1	459	28,072,967	50,052,314
TOTAL	790	213	4	1,007	66,272,104	86,249,012
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	6	2	0	8	15,885	172,272
AUTRES/OTHERS	8	7	0	15	358,629	2,888,843
TOTAL	14	9	0	23	374,514	3,061,115
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	17	6	0	23	21,763,733	35,971,860
MONCTON	45	16	1	62	1,772,974	5,094,119
SAINT-JOHN	19	5	0	24	300,897	897,462
AUTRES/OTHERS	143	40	1	184	4,302,439	9,999,175
TOTAL	224	67	2	293	28,140,043	51,962,616
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	9	4	0	13	69,575	501,476
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	75	57	3	135	5,848,263	11,113,018
DRUMMONDVILLE	34	31	1	66	2,415,522	4,688,471
GRANBY	67	26	0	93	1,430,802	3,770,089
HULL/GATINEAU/AYLMER	438	76	4	518	8,955,953	19,272,358
MONTREAL	2,696	696	51	3,443	220,594,244	487,506,930
QUÉBEC	565	230	13	808	50,840,105	95,743,414
RIMOUSKI	43	12	2	57	1,959,971	3,492,990
ROUYN	32	10	0	42	465,073	1,437,358
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	50	9	0	59	468,016	2,692,388
SHAWINIGAN	36	34	2	72	6,279,993	8,742,829
SHERBROOKE	111	67	0	178	7,805,746	12,641,958
SOREL	30	10	0	40	580,106	3,467,830
ST-HYACINTHE	47	12	1	60	1,434,105	2,613,770
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	62	16	0	78	696,689	2,857,170
ST-JERÔME	65	7	0	72	1,310,404	2,671,140
THETFORD MINES	6	9	0	15	203,091	883,080
TROIS-RIVIÈRES	79	52	0	131	2,159,978	6,531,330
VICTORIAVILLE	15	8	0	23	761,854	1,631,740
AUTRES/OTHERS	1,787	787	43	2,617	175,533,514	284,232,730
TOTAL	6,247	2,153	120	8,520	489,813,004	956,492,090

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS DES
SIX PREMIERS MOIS DE 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
SIX MONTHS OF 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	38	8	0	46	1,336,260	3,554,646
BELLEVILLE	28	7	0	35	354,101	1,818,761
BRANTFORD	58	9	0	67	1,605,353	2,810,036
BROCKVILLE	28	7	0	35	267,740	1,968,300
CHATHAM	39	1	0	40	414,745	1,039,887
CORNWALL	60	18	1	79	4,070,572	10,278,344
GUELPH	47	8	1	56	332,430	3,108,870
HAMILTON	465	53	13	531	8,589,253	32,213,627
KINGSTON	105	28	0	133	1,974,706	7,501,682
KITCHENER	204	17	7	228	3,791,381	13,056,533
LONDON	203	34	0	237	2,946,387	11,669,502
MIDLAND	12	2	2	16	287,049	1,110,557
NORTH BAY	75	10	0	85	5,708,789	2,261,722
ORILLIA	12	1	2	15	307,339	758,311
OSHAWA	159	20	4	183	5,383,229	10,524,144
OTTAWA	518	141	7	666	17,083,663	58,120,730
OWEN SOUND	8	3	0	11	156,778	620,534
PETERBOROUGH	90	11	0	101	1,168,896	3,436,640
SARNIA	61	9	0	70	1,793,559	3,523,258
SAULT-STE-MARIE	57	7	0	64	701,526	2,014,050
ST-CATHARINES/NIAGARA	228	34	1	263	3,167,825	11,370,239
STRATFORD	16	1	0	17	70,616	389,120
SUDBURY	74	10	0	84	827,870	3,765,732
THUNDER BAY	19	8	0	27	430,203	2,113,991
TORONTO	2,355	406	188	2,949	118,790,607	338,745,589
TRENTON	16	2	0	18	75,282	536,595
WINDSOR	150	13	3	166	5,806,905	21,587,040
AUTRES/OTHERS	1,348	309	21	1,678	67,741,374	124,564,740
TOTAL	6,473	1,177	250	7,900	255,184,438	674,463,180
MANITOBA						
WINNIPEG	616	113	4	733	21,765,747	38,055,004
AUTRES/OTHERS	204	77	1	282	10,765,308	13,684,565
TOTAL	820	190	5	1,015	32,531,055	51,739,569
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	41	15	0	56	2,473,752	5,504,474
PRINCE ALBERT	19	10	0	29	1,319,219	2,798,429
REGINA	159	84	0	243	18,016,339	24,446,879
SASKATOON	223	62	0	285	10,594,828	37,800,582
AUTRES/OTHERS	159	181	0	340	20,851,628	40,274,478
TOTAL	601	352	0	953	53,255,766	110,824,842

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS DES
SIX PREMIERS MOIS DE 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE FIRST
SIX MONTHS OF 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	639	161	5	805	30,258,493	60,829,093
EDMONTON	517	140	0	657	17,590,072	45,426,905
MEDICINE HAT	29	10	0	39	823,113	2,614,225
AUTRES/OTHERS	444	224	0	668	24,122,697	51,331,542
TOTAL	1,629	535	5	2,169	72,794,375	160,201,765
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	11	4	0	15	57,473	667,637
COURTENAY	14	6	0	20	78,694	820,159
KAMLOOPS	40	16	0	56	1,664,251	4,530,662
KELOWNA	46	32	4	82	3,091,028	8,912,854
NANAIMO	18	3	0	21	45,155	392,750
PRINCE-GEORGE	57	27	0	84	1,579,762	4,212,477
TERRACE	8	4	0	12	404,395	612,338
VANCOUVER	674	208	16	898	40,595,774	107,031,724
VERNON	17	12	0	29	770,294	4,583,763
VICTORIA	144	72	3	219	2,006,115	15,254,074
AUTRES/OTHERS	314	182	10	506	19,228,673	72,034,589
TOTAL	1,343	566	33	1,942	69,521,614	219,053,027
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	6	1	0	7	100,175	276,892
CANADA						
TOTAL	18,359	5,292	420	24,071	1,075,002,870	2,339,423,268

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de juin 1990 — Report for the month of June 1990	Provinces participantes — Participating Provinces						
	Colombie- Britannique — British Columbia	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nouvelle-Écosse — Nova Scotia	Ile du Prince- Édouard — Prince Edward Island	Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	74	19	7	10	71	3	184
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	289,267.64	86,638.95	33,647.18	35,917.17	193,279.27	4,882.75	643,632.96
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	10,569.31	172,307.63	82,844.85	71,095.86	187,016.64	12,031.75	535,866.04
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	52	11	6	3	47	2	121
Total number of terminations and defaults during the month							

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommateurs et Sociétés Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy-Favreau
200, boul. René-Lévesque O.
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/671-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

**En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant et
retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:**

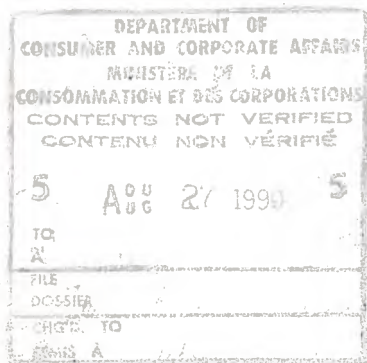
**If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:**

**Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommateurs et Sociétés - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9**

**Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9**

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse			Change of Address Notice to Publisher		
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal		
		Canada			
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal		

R RG36-4 1299 10013815F
CONS & CORP AFF CANGS 771230-01
LIBRARY (PU-239)
PORTAGE I - 14TH FLOOR
OTTAWA
GN K1A 0C9



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

